



**Revue des Sciences humaines
et sociales, Lettres, Langues et
Civilisations**

**ISSN
(E) 2958-2814
(P) 3006-306X**

Volume 4, Numéro 2, Mars 2026

**Université Alassane Ouattara
UFR Communication Milieu et Société**

revue.akiri-uao.org



Site web: <https://revue.akiri-uao.org/>

E-mail : revueakiri@gmail.com

Editeur

UFR Communication, Milieu et Société
Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)



ISSN-L: 2958-2814
ISSN-P: 3006-306X

INDEXATIONS INTERNATIONALES

Pour toutes informations sur l'indexation internationale de la revue *AKIRI*, consultez les bases de données ci-dessous :



<https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/398946>



<https://reseau-mirabel.info/revue/15150/Akiri>



<http://sifactor.com/passport.php?id=23334>



<https://orcid.org/0009-0002-6794-1377>



<https://journalseeker.researchbib.com/view/issn/2958-2814>



<https://www.ajol.info/index.php/akiri>



[https://ipindexing.com/journal-details/AKIRI-\(Revue-des-sciences-humaines-et-sociales,-lettres,-langues-et-civilisations\)/2360](https://ipindexing.com/journal-details/AKIRI-(Revue-des-sciences-humaines-et-sociales,-lettres,-langues-et-civilisations)/2360)



<https://oaji.net/journal-detail.html?number=14071>

Impact factor : SJIF 2026 : 7.620

ISSN-L: 2958-2814

ISSN-P: 3006-306X

REVUE ELECTRONIQUE

AKIRI

Revue Scientifique des Sciences humaines et sociales, Lettres, Langues et Civilisations

E-ISSN 2958-2814 (Online ou en Ligne)

I-ISSN 3006-306X (Print ou imprimé)

Equipe Editoriale

Coordinateur Général : BRINDOUMI Kouamé Atta Jacob

Directeur de publication : MAMADOU Bamba

Rédacteur en chef : KONE Kiyali

Chargé de diffusion et de marketing : KONE Kpassigué Gilbert

Webmaster : KOUAKOU Kouadio Sanguen

Comité Scientifique

SEKOU Bamba, Directeur de recherches, IHAAA, Université Félix Houphouët-Boigny

OUATTARA Tiona, Directeur de recherches, IHAAA, Université Félix Houphouët-Boigny

LATTE Egue Jean-Michel, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

FAYE Ousseynou, Professeur titulaire, Université Cheick Anta Diop

GOMGNIMBOU Moustapha, Directeur de recherches, CNRST,

ALLOU Kouamé René, Professeur titulaire, Université Félix Houphouët-Boigny

KAMATE Banhouman André, Professeur titulaire, Université Félix Houphouët-Boigny

ASSI-KAUDJHIS Joseph Pierre, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

SANGARE Abou, Professeur titulaire, Université Peleforo Gbon Coulibaly

SANGARE Souleymane, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

CAMARA Moritié, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

COULIBALY Amara, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

NGAMOUNSIKA Edouard, Professeur titulaire, Université Marien N'gouabi de Brazzaville

KOUASSI Kouakou Siméon, Professeur titulaire, Université de San-Pedro

BATCHANA Essohanam, Professeur titulaire, Université de Lomé

N'SONSSISA Auguste, Professeur titulaire, Université Marien N'gouabi de Brazzaville

DEDOMON Claude, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

BAMBA Mamadou, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

NGUE Emmanuel, Maître de conférences, Université de Yaoundé I

N'GUESSAN Mahomed Boubacar, Professeur titulaire, Université Félix Houphouët-Boigny

BA Idrissa, Professeur titulaire, Université Cheick Anta Diop

KAMARA Adama, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara

SARR Nissire Mouhamadou, Maître de conférences, Université Cheick Anta Diop

ALLABA Djama Ignace, Maître de conférences, Université Félix Houphouët-Boigny

DIARRASSOUBA Bazoumana, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara

TOPPE Eckra Lath, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

M'BRA Kouakou Désiré, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

ISSN-L: 2958-2814**ISSN-P: 3006-306X**

Comité de Lecture

BATCHANA Essohanam, Professeur titulaire, Université de Lomé
 N'SONSSISA Auguste, Professeur titulaire, Marien N'gouabi de Brazzaville
 CAMARA Moritié, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 FAYE Ousseynou, Professeur titulaire, Université Cheick Anta Diop
 BA Idrissa, Maître de conférences, Université Cheick Anta Diop
 BAMBA Mamadou, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 SARR Nissire Mouhamadou, Maître de conférences, Université Cheick Anta Diop
 GOMGNIMBOU Moustapha, Directeur de recherches,
 DEDOMON Claude, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 BRINDOUMI Atta Kouamé Jacob, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 DIARRASOUBA Bazoumana, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara
 ALABA Djama Ignace, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara
 DEDE Jean Charles, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara
 BAMBA Abdoulaye, Maître de conférences, Université Félix Houphouët-Boigny
 BAKAYOKO Mamadou, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara
 SANOGO Lamine Mamadou, Directeur de recherches, CNRST, Ouagadougou
 GOMA-THETHET Roal, Maître-Assistant, Université Marien N'gouabi de Brazzaville
 GBOCHO Roselyne, Maître-Assistante, Université Alassane Ouattara
 SEKA Jean-Baptiste, Maître-Assistant, Université Lorognon Guédé,
 SANOGO Tiantio, Maître-Assistante, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle
 ETTIEN N'doua Etienne, Maître-Assistant, Université Félix Houphouët-Boigny
 DJIGBE Sidjé Edwige Françoise, Maître-Assistante, Université Alassane Ouattara
 YAO Elisabeth, Maître-Assistante, Université Alassane Ouattara

Comité de rédaction

N'SONSSISA Auguste, Professeur titulaire, Marien N'gouabi de Brazzaville
 KONÉ Kpassigué Gilbert, Maître-Assistant, Histoire, Université Alassane Ouattara
 KONÉ Kiyali, Maître-Assistant, Histoire, Université Péléforo Gon Coulibaly
 BAKAYOKO Mamadou, Maître de Conférences, Philosophie, Université Alassane Ouattara
 OULAI Jean-Claude, Professeur titulaire, Communication, Université Alassane Ouattara
 MAMADOU Bamba, Maître-Assistant, Histoire, Université Alassane Ouattara
 TOPPE Eckra Lath, Professeur titulaire, Etudes Germaniques, Université Alassane Ouattara,
 ALLABA Djama Ignace, Maître de Conférences, Etudes Germaniques, Université Félix Houphouët-Boigny,
 KONAN Koffi Syntor, Maître de Conférences, Espagnol, Université Alassane Ouattara
 SIDIBÉ Moussa, Maître de Conférences, Lettres Modernes, Université Alassane Ouattara
 ASSUÉ Yao Jean-Aimé, Maître de Conférences, Géographie, Université Alassane Ouattara
 KAZON Diescieu Aubin Sylvere, Maître de Conférences, Criminologie, Université Félix Houphouët-Boigny
 MEITÉ Ben Soualiouo, Maître de Conférences, Histoire, Université Félix Houphouët-Boigny
 BALDÉ Yoro Mamadou, Maître-Assistant, FASTEF, Université Cheikh Anta Diop de Dakar
 MAWA Miraille-Clémence, Chargée de cours, Université de Bamenda

Contacts

Site web: <https://revue.akiri-uao.org/>

E-mail : revueakiri@gmail.com

Tél. : + 225 0748045267 / 0708399420/ 0707371291

Indexations internationales :

Auré HAL : <https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/398946>

Mir@bel : <https://reseau-mirabel.info/revue/15150/Akiri>

Sjifactor: <http://sjifactor.com/passport.php?id=23334>

ORCID: <https://orcid.org/0009-0002-6794-1377>

AJOL: <https://www.ajol.info/index.php/akiri>

IPIndexing: [https://ipindexing.com/journal-details/AKIRI-\(Revue-des-sciences-humaines-et-sociales,-lettres,-langues-et-civilisations\)/2360](https://ipindexing.com/journal-details/AKIRI-(Revue-des-sciences-humaines-et-sociales,-lettres,-langues-et-civilisations)/2360)

OAJI: <http://oaji.net/journal-detail.html?number=14071>

Impact factor : SJIF 2026 : 7.620

ISSN-L: 2958-2814

ISSN-P: 3006-306X

PRESENTATION DE LA REVUE AKIRI

Dans un environnement marqué par la croissance, sans cesse, des productions scientifiques, la diffusion et la promotion des acquis de la recherche deviennent un impératif pour les acteurs du monde scientifique. Perçues comme un patrimoine, un héritage à léguer aux générations futures, les productions scientifiques doivent briser les barrières et les frontières afin d'être facilement accessibles à tous.

Ainsi, s'inscrivant dans la dynamique du temps et de l'espace, la revue « **AKIRI** » se présente comme un outil de promotion et de diffusion des résultats des recherches des enseignants-chercheurs et chercheurs des universités et de centres de recherches de Côte d'Ivoire et d'ailleurs. Ce faisant, elle permettra aux enseignants-chercheurs et chercheurs de s'ouvrir davantage sur le monde extérieur à travers la diffusion de leurs productions intellectuelles et scientifiques.

AKIRI est une revue à parution trimestrielle de l'Unité de Formation et de Recherches (UFR) : Communication, Milieu et Société (CMS) de l'Université Alassane Ouattara. Elle publie les articles dans le domaine des Sciences humaines et sociales, Lettres, Langues et Civilisations. Sans toutefois être fermée, cette revue privilégie les contributions originales et pertinentes. Les textes doivent tenir compte de l'évolution des disciplines couvertes et respecter la ligne éditoriale de la revue. Ils doivent en outre être originaux et n'avoir pas fait l'objet d'une acceptation pour publication dans une autre revue à comité de lecture.

PROTOCOLE DE REDACTION DE LA REVUE AKIRI

La revue **AKIRI** n'accepte que des articles inédits et originaux dans diverses langues notamment en allemand, en anglais, en espagnol et en Français. Le manuscrit est remis à deux instructeurs, choisis en fonction de leurs compétences dans la discipline. Le secrétariat de la rédaction communique aux auteurs les observations formulées par le comité de lecture ainsi qu'une copie du rapport, si cela est nécessaire. Dans le cas où la publication de l'article est acceptée avec révisions, l'auteur dispose alors d'un délai raisonnable pour remettre la version définitive de son texte au secrétariat de la revue

Structure générale de l'article :

Le projet d'article doit être envoyé sous la forme d'un document Word, police Times New Roman, taille 12 et interligne 1,5 pour le corps de texte (sauf les notes de bas de page qui ont la taille 10 et les citations en retrait de 2 cm à gauche et à droite qui sont présentées en taille 11 avec interligne 1 ou simple). Le texte doit être justifié et ne doit pas excéder 18 pages. Le manuscrit doit comporter une introduction, un développement articulé, une conclusion et une bibliographie.

Présentation de l'article :

- Le titre de l'article (15 mots maximum) doit être clair et concis. De taille 14 pts gras, il doit être centré.
- Juste après le titre, l'auteur doit mentionner son identité (Prénom et NOM en gras et en taille 12), ses adresses (institution, e-mail, pays et téléphones en italique et en taille 11)
- Le résumé (200 mots au maximum) présenté en taille 10 pts ne doit pas être une reproduction de la conclusion du manuscrit. Il est donné à la fois en français et en anglais (abstract). Les mots-clés (05 au maximum, taille 10pts) sont donnés en français et en anglais (key words)
- Le texte doit être subdivisé selon le système décimal et ne doit pas dépasser 3 niveaux exemples : (1. - 1.1. - 1.2. ; 2. - 2.1. - 2.2. - 2.3. - 3. - 3.1. - 3.2. etc.)
- Les références des citations sont intégrées au texte comme suit : (L'initial du prénom suivi d'un point, nom de l'auteur avec l'initiale en majuscule, année de publication suivie de deux points, page à laquelle l'information a été prise). Ex : (A. Kouadio, 2000 : 15).
- La pagination en chiffre arabe apparaît en haut de page et centrée.
- Les citations courtes de 3 lignes au plus sont mises en guillemet français («... »), mais sans italique.

N.B. : Les caractères majuscules doivent être accentués. Exemple : État, À partir de ...

Références bibliographiques

Ne sont utilisées dans la bibliographie que les références des documents cités. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur. Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : NOM et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, zone titre, lieu de publication, zone éditeur, pages (p.) occupées par l'article dans la revue ou l'ouvrage collectif.

Dans la zone titre, le titre d'un article est présenté entre guillemets et celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une presse écrite est présenté en italique. Dans la zone éditeur, on indique la maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre le nom du traducteur et/ou l'édition (ex : 2^{nde} éd.).

Les références des sources d'archives, des sources orales et les notes explicatives sont numérotées en série continue et présentées en bas de page.

- Pour les sources orales, réaliser un tableau dont les colonnes comportent un numéro d'ordre, nom et prénoms des informateurs, la date et le lieu de l'entretien, la qualité et la profession des informateurs, son âge ou sa date de naissance et les principaux thèmes abordés au cours des entretiens. Dans ce tableau, les noms des informateurs sont présentés en ordre alphabétique
- Pour les sources d'archives, il faut mentionner en toutes lettres, à la première occurrence, le lieu de conservation des documents suivi de l'abréviation entre parenthèses, la série et l'année. C'est l'abréviation qui est utilisée dans les occurrences suivantes :
Ex. : Abidjan, Archives nationales de Côte d'Ivoire (A.N.C.I), 1EE28, 1899.
- Pour les ouvrages, on note le NOM et le prénom de l'auteur suivis de l'année de publication, du titre de l'ouvrage en italique, du lieu de publication, du nom de la société d'édition et du nombre de page.
Ex : LATTE Egue Jean-Michel, 2018, *L'histoire des Odzokru, peuple du sud de la Côte d'Ivoire, des origines au XIX^e siècle*, Paris, L'Harmattan, 252 p.
- Pour les périodiques, le NOM et le(s) prénom(s) de l'auteur sont suivis de l'année de la publication, du titre de l'article entre guillemets, du nom du périodique en italique, du numéro du volume, du numéro du périodique dans le volume et des pages.
Ex : BAMBA Mamadou, 2022, « Les Dafing dans l'évolution économique et socio-culturelle de Bouaké, 1878-1939 », *NZASSA*, N°8, p.361-372.

NB : Les articles sont la propriété de la revue.

SOMMAIRE

LANGUES, LETTRES ET CIVILISATIONS

Études germaniques

1. **Von der Emigration zur Integration: Fremdheitserfahrungen und Identitätskonstruktion im Postmigrationsroman am Beispiel von Irena Brežnás Die undankbare Fremde (2012)**
Kra Laurent KOUADIO 1-19
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.1>

Anglais

2. **Borrowing Strategies and Neological Creation Processes in Mathematical Terminology in Wolof**
Dame NDAO..... 20-31
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.2>
3. **Survival through second-person narration in Kristen Gentry's Mama Said (2023)**
Wôkoudo Marcel MASSIMBO..... 32-47
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.3>

Études hispaniques

4. **Syncrétisme afro-brésilien et identité bahianaise dans O Compadre de Ogum de Jorge Amado**
Mark Séraphin Diompy & Fatime Samb..... 48-65
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.4>
5. **Las organizaciones mafiosas en la obra de Juan Madrid : el caso de la 'Ndrangheta**
Ibrahima BALDÉ..... 66-82
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.5>
6. **Conciencia de culpa en réquiem por un campesino español de Ramón José Sender**
Oumar MANGANE..... 83-97
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.6>
7. **Le substrat africain dans la littérature afro-cubaine**
Méndez Carrión Reina Aurora épouse ALKOIRET 98-121
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.7>

Lettres Modernes

8. **Évolution du roman sur l'Afrique : l'exemple de Le Livre de la brousse de René Maran**
Attien Solange Inerste AMEYAO..... 122-137
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.8>
9. **Manifestation et perception de yasubuuru ou conte humoristique : un genre de la littérature orale san**
Bernard DRABO..... 138-151
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.9>

10. **Déliaision psycho-sociale du personnage-enfant en contexte néolibéral dans Les Particules élémentaires de Michel Houellebecq**
Dénis Adrien ATANGANA NGONO..... 152-162
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.10>
11. **La théâtralisation de la révolte dans Caligula d'Albert Camus**
Vassiriki KONE..... 163-175
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.11>
12. **Puissance occulte et dynamique du progrès : pour une réhabilitation symbolique de la sorcellerie chez Mutt-Lon**
Eulalie Patricia ESSOMBA..... 176-191
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.12>
13. **La mise en abyme dans Six personnages en quête d'auteur chez Luigi Pirandello, une esthétique du drame contemporain**
KOUYATE Aboubacar..... 192-203
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.13>
14. **Rhétorique du discours panafricaniste chez Jhonel**
Bruno TIENDREBEOGO 204-221
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.14>
15. **Les présupposés pragmatiques : du questionnement rhétorique à la vérité par une esthétique du discours romanesque**
Bouadoumou Blaise Comoé..... 222-236
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.15>

COMMUNICATION, SCIENCE DU LANGAGE, ARTS ET PATRIMOINE

Sciences du langage et de la communication

16. **Adolescents de Yopougon et pratique des jeux de hasard : Stratégies communicationnelles de prévention**
Akissi Germaine KOUASSI..... 237-253
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.16>
17. **Les entreprises de presse face à l'épreuve de la justice, entre médiatisation et instrumentalisation : le cas de l'affaire Ousmane Sonko au Sénégal**
Ngagne FALL..... 254-270
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.17>
18. **Étude des impacts culturels dans le discours publicitaire sur les affiches des brasseries en Côte d'Ivoire**
Mahoua Laurène GONDO..... 271-285
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.18>
19. **Intelligence artificielle et production publicitaire au Burkina Faso : enjeux, appropriations et résistances professionnelles**
BATCHO Dognon Lucien & OUATTARA Moussa..... 286-303
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.19>
20. **Digitalisation des paiements et mutation des emplois dans le transport urbain en Côte d'Ivoire**
Gahoun Brice Aubain GBODJÉ & Nibé Dramane SILUÉ 304-320
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.20>

21. **Étude de quelques phénomènes morphophonologiques dans le système nominal du gùlmàjècémà**
 Tapoa Françoise Xavière LOMPO & Abdoul-Rassid BAGAGNAN..... 321-332
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.21>
22. **Exploitation des plateformes digitales et diffusion de créations numériques par les économies informelles ivoiriennes : enjeux, défis et perspectives**
 Adjé Blaise N'TAYE..... 333-354
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.22>
23. **Pragmaticité et réception citoyenne des politiques publiques contre la crise anglophone au Cameroun sur YouTube**
 Valdes Roberto PENLAP KAMDEM & J.-J. Rousseau TANDIA MOUAFU..... 355-372
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.23>
24. **Les restaurateurs analphabètes d'Abidjan : enjeux et perspectives d'une formation axée sur les stratégies de communication**
 Pricille SEAN & KOFFI Kouakou Mathieu..... 373-382
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.24>
25. **Langue et intelligence économique : une analyse sémio-discursive de quelques affiches publicitaires relatives aux périodes festives en Côte d'Ivoire**
 Galougo Chantal SORO..... 383-402
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.25>
26. **Dispositif de concertation et intégration du développement durable à l'université Péléforo Gon Coulibaly**
 Monvaly Badara TOURÉ..... 403-427
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.26>

Arts plastiques

27. **Expression brachylogique du langage mosaïque et renaissance artistique**
 Yoro Emmanuel GUEYE..... 428-438
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.27>

Tourismologie

28. **Le tourisme rural intégré comme outil de développement local : entre bien commun, expérience et impacts au Sénégal**
 Aliou GAYE, Papa Elimane FAYE & Iba DIAW..... 439-456
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.28>
29. **Hôtellerie dans le développement touristique de la région du Hambol (Centre-nord de la Côte d'Ivoire)**
 Koffi Stanislas KOUAKOU, Kouakou Abraham KOUADIO & Yéboué Stéphane Koissy KOFFI..... 457-476
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.29>

SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

Archéologie

- 30. Étude des buttes anthropiques de la commune de Pilimpikou dans la province du Passoré (Burkina Faso)**
 Noaga BIRBA, Sombéwendin Hubert OUEDRAOGO & Alfred OUEDRAOGO 477-493
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.30>

Histoire

- 31. De l'itinérance prophétique à l'institution des pèlerinages : William Wadé Harris et l'évolution des pratiques harristes (1913 à aujourd'hui)**
 Yapi Thierry N'DOUFOU 494-506
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.31>
- 32. La diplomatie entre les royaumes hellénistiques et Rome : entre coopération et confrontation II^{ème} siècle av. J.-C.**
 Fabrice OULAI 507-515
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.32>
- 33. Gestion de la massification des effectifs étudiants dans l'enseignement supérieur au Togo de la réforme de 1975 au conseil présidentiel de 2013**
 ADIKOU Missiagbéto & BAFEI Abaï & WEMBOU Sama Missimba 516-529
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.33>
- 34. La réception subsaharienne du traité de théologie Umm al-Barāhīn de Muḥammad b. Yūsuf al-Sanūsī (1435-1490)**
 Seydi Diamil NIANE 530-549
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.34>
- 35. La barre du Golfe de Guinée et son influence sur l'organisation des activités de traite (XVII^e -XIX^e siècles)**
 Yao Serge YOBOUE 550-563
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.35>
- 36. La crue du Nil, symbole du développement de l'État pharaonique de l'Ancien Empire au Nouvel Empire**
 Amani KOFFI 564-575
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.36>
- 37. Les fondements des relations entre la religion et le pouvoir politique sous Askia Daoud (1549-1582)**
 Yaya BAKAYOKO 576-589
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.37>
- 38. L'État et la diversification des cultures d'exportation à Daloa, Côte d'Ivoire (1976-2010)**
 Martin PALE & Houphouët Jean Félix KOMENAN 590-605
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.38>

- 39. Implantation coloniale et expansion de l’islam en pays san : cas de Tougan (1890-1960)**
 Boukaré GANSONRE & Manesour DRABO..... 606-620
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.39>
- 40. Origines et mise en place des Agni Ndénian à Abengourou (1701-1870)**
 Chintchanwa Tanan Franck SILUË, Pori DIABATÉ & Alassane DIABAGATÉ..... 621-638
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.40>
- 41. Le riz, une céréale alimentaire traditionnelle et de résilience chez les Karaboro de 1970 à 2008**
 Yacouba SAWADOGO 639-655
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.41>
- 42. La formation agricole en Côte d’Ivoire : des apprentissages théorique et pratique à l’obtention du Certificat d’Aptitude Professionnelle Agricole (1910-1945)**
 Nohan SIDIBE..... 656-673
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.42>
- 43. La conceptualisation du viol : regards croisés entre le droit canonique médiéval et les juridictions européennes modernes**
 Djro Bilestone Roméo KOUAMENAN..... 674-686
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.43>
- Géographie**
- 44. Étude du renouvellement urbain par l’exemple de la Cité Baraka (Dakar, Sénégal) : l’adéquation entre profil des occupants et l’environnement en question**
 Amath Alioune COUNDOUL, Awa FALL & Alioune Badara DIALLO..... 687-703
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.44>
- 45. Analyse socio-spatiale de l’accessibilité au Centre de Santé Urbain (CSU) à base communautaire de Bocabo à Abobo**
 N’dri Ernest KOUADIO & Sientienwin SEKONGO..... 704-716
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.45>
- 46. Dynamique spatiale de la diarrhée infantile à Bouaké (Centre de la Côte d’Ivoire)**
 Affoussiatou KONE & Zamblé Armand TRA BI 717-730
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.46>
- 47. Ressources numériques et pratiques pédagogiques des enseignants du secondaire de la ville de Daoukro (Centre-est de la Côte d’Ivoire)**
 KOFFI Yao Julien..... 731-746
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.47>
- 48. Gestion des déchets ménagers à Divo : implications environnementales et sanitaires**
 Pierre Anvo AYEMOU..... 747-763
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.48>

- 49. Caractérisation des microcellules sédimentaires et analyse des aléas côtiers entre Port-Bouët et Grand-Bassam**
 Kesse Paul Armand N'GANZA..... 764-777
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.49>
- 50. Stratégies d'accès et sécurisation foncière en périphérie de Kolda (Sénégal)**
 Yaya DIALLO..... 778-794
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.50>
- 51. Influences de l'occupation illégale des espaces publics en milieu urbain : cas des communes de Biscuiterie et Grand Dakar**
 Mohamadou Mountaga DIALLO & Cheikh SÈNE..... 795-811
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.51>
- 52. Allongement des intervalles intergénérisques au cours de la transition de la fécondité en Afrique occidentale**
 Roch Modeste MILLOGO..... 812-831
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.52>
- 53. Analyse des freins structurels à l'autonomisation des femmes rizicultrices dans la sous-préfecture de Vavoua**
 One Enoc GUEDE, KOMENAN Komenan Gabin, ASSI-KAUDJHIS Joseph & LOUBAO Michel..... 832-850
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.53>
- 54. Implications environnementales de l'exploitation industrielle aurifère à Morila (Mali)**
 Moussa Fadiala BOCUM..... 851-866
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.54>
- 55. Les forêts sacrées dans la construction de l'identité spatiale urbaine à Bafoussam (Ouest-Cameroun)**
 Chapgang NOUBACTEP..... 867-881
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.55>
- 56. Analyse multiniveau du non-recours à l'aide des femmes victimes de violences conjugales au Burkina Faso**
 Vanoussan KINI & T. A. Geraude KABORE..... 882-899
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.56>
- 57. Variabilité pluviométrique, pratiques agricoles et sécurité alimentaire dans le département de Tillabéry au Niger**
 Moustapha MAHAMANE ABDOUL-KADER, Moustapha HIYA MAIDAWA, Abdoul-Nasser HAMADOU GATTA & Lawali DAMBO..... 900-920
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.57>

Philosophie

- 58. Technologies et Sciences humaines et sociales : nécessité d'un dialogue pour une humanité scientifique équilibrée**
Kouakou Hervé NIAMIEN..... 921-933
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.58>
- 59. Justice environnementale : Pour une gestion équitable de la vulnérabilité des populations marginalisées**
Abraham Saint-Omer Koffi KOUAKOU & Kouadio Louis N'GUESSAN..... 934-946
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.59>
- 60. De la technique moderne : Critique et réhabilitation dans la philosophie de Heidegger**
Yao Wilfried N'GUESSAN..... 947-961
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.60>
- 61. Le rationalisme critique, une pédagogie de la citoyenneté démocratique chez Popper**
KOUASSI Ruth Berekia épouse TÉYA 962-975
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.61>
- 62. Heidegger et Levinas : De l'être sans visage à l'épiphanie du visage**
Affoué Valéry-Aimée TAKI..... 976-990
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.62>
- 63. Jeu(x) et enjeu(x) d'une critique de la démocratie chez Eboussi Boulaga**
Amadou Nsangou..... 991-1004
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.63>

Anthropologie et sociologie

- 64. Festival gastronomique « goûter de mon enfance » de l'ONG KAGNIMIN et socialisation alimentaire des enfants en Côte d'Ivoire**
Oulahi Taté Roger, Attigbi Laurence, Fofana Memon,
Dedy Seri Faustin & Dayoro Arnaud Kevin 1005-1018
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.64>
- 65. Comprendre la faible contribution fiscale du marché « Sandicat » de Pikine, au Sénégal**
Mor DIOP..... 1019-1037
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.65>
- 66. Genre et pratiques agroécologiques en production maraîchère dans la commune de Diabo (Burkina Faso)**
Ouindikouni Mathieu SAVADOGO & Victor TOUGMA..... 1038-1053
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.66>
- 67. Réformes foncières et légitimités locales dans la coproduction du pouvoir foncier à Boudry et Mogtêdo**
Souleymane KARAMBIRI..... 1054-1072
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.67>

- 68. Socialisation numérique et mutations du pentecôtisme : cas de l'église Vase d'honneur de Daloa**
Nomansou Serge BAH..... 1073-1088
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.68>
- 69. Mobilités académiques et bi-plurilinguisme scolaire en Casamance**
Kéba DIÉDHIOU & Ndiémé SOW 1089-1103
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.69>
- 70. Technologies cognitives et systèmes autonomes : enjeux anthropologiques dans un monde cybernétique en mutation**
Mlan Kouakou Pierre ANZIAN..... 1104-1118
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.70>
- 71. Impact de l'orpaillage illégal sur les dynamiques sociales et culturelles à Bouadikro (Côte d'Ivoire)**
KACOU Fato Patrice..... 1119-1129
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.71>
- 72. Les shooters dans les rues de Libreville**
Jean-Emery ETOUGHE-EFE..... 1130-1142
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.72>
- 73. Perceptions paysannes des impacts environnementaux de la cotonculture et des enjeux socio-écologiques dans le département de Korhogo (Côte d'Ivoire)**
Privat Sylvain BADELO & Guy Éric Anicet Quassy KOUAKOU..... 1143-1155
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.73>
- 74. Enjeux et défis de la délocalisation du Centre d'Observation des Mineurs d'Abidjan (COM) à Bingerville. Une analyse de la resocialisation des mineurs au COM de Bingerville**
Marie-Thérèse Dahonnon ZEZE..... 1156-1191
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.74>
- 75. Pratiques hospitalières et risques infectieux : analyse sociologique dans la région des Grands-Ponts (Côte d'Ivoire)**
Yah Malick DIARRA, Fulbert TRA,
Kebedana Marthe COULIBALY & Salimata DOUMBIA..... 1192-1208
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.75>
- 76. Marché de la dépigmentation à Bamako : enjeux économiques, normes sociales et logiques sanitaires**
Amara KEITA, Lassina BERTHE & Benjamin BONGONO..... 1209-1222
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.76>
- 77. Profil bioanthropologique et social des acteurs de la mobilité interne vers Abidjan, Côte d'Ivoire**
Marie-Ange N'Tah N'CHO, Jérôme Konan KOUAKOU &
Didié Armand Zidy ZADOU..... 1223-1238
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.77>

Psychologie

- 78. Rapport vie privée – vie professionnelle chez les enseignants-chercheurs des Universités Publiques d’Afrique**
 Saga Bernard LOBA, Sitonhouahigué SORO & Nounnasong Delphine SORO..... 1239-1253
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.78>
- 79. Effet médiateur de l’autonomie décisionnelle dans la relation entre leadership habilitant et auto-efficacité**
 Djiessi MAKOUAM & Placide MENGOUA..... 1254-1273
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.79>

Science de l’éducation

- 80. Approche vidéoludique et amélioration des performances en mathématiques : cas des écoles primaires d’application au Cameroun**
 ESSEBE charlotte & ISSAMA Jovy Marius..... 1274-1289
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.80>
- 81. « Les déterminants sociopolitiques de la résilience scolaire des élèves issus des zones de conflits : une approche qualitative au camp des réfugiés de Minawao »**
 Liman Oumaté..... 1290-1302
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.81>

Sciences juridiques et politiques

- 82. Investigation sur les Délits de Droit Commun à Lubumbashi**
 MULUNDA TSHIEYA Lucien..... 1303-1315
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.82>

Sciences économiques et de gestion

- 83. « Décentralisation, gouvernance territoriale et satisfaction sociale : une analyse empirique des performances locales dans la commune urbaine de Siguiri (Guinée) »**
 Abdoul Gadiri KABA, Souleymane SIDIBE, Aboubacar SOUMAH, Saa Abou Leno & Moussa KABA..... 1316-1345
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.83>

Marché de la dépigmentation à Bamako : enjeux économiques, normes sociales et logiques sanitaires

Amara KEITA

*Département de Sociologie,
Université de Labé, Guinée,
Email : amarakeita98@yahoo.com ;*

Lassina BERTHE

*Université Yamb Ouologuem,
Bamako - Mali,
Email : lassinaberthe5@gmail.com*

&

Benjamin BONGONO

*Département de Sociologie,
Université de Labé, Guinée,
Email : benjabongono@gmail.com*

Date de soumission : 13-02-2026

Date de publication : 31-03-2026

Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.76>

Résumé

Dans un contexte de mondialisation des normes esthétiques et de marchandisation croissante du corps, la dépigmentation cutanée connaît une forte expansion dans les espaces urbains africains, notamment à Bamako. Loin d'être une pratique strictement individuelle, elle s'inscrit dans un système complexe où s'entrecroisent normes sociales, dynamiques économiques et enjeux sanitaires. Cet article analyse le marché de la dépigmentation à Bamako en mobilisant une approche croisée de sociologie économique et de sociologie de la santé. L'étude repose sur une enquête qualitative menée auprès de divers acteurs du marché (consommatrices, vendeuses, esthéticiennes, commerçants, agents de santé et distributeurs informels) à partir d'entretiens semi-directifs et d'observations de terrain dans plusieurs quartiers de la capitale. Les résultats montrent que la dépigmentation constitue à la fois une stratégie de valorisation sociale et un investissement en capital esthétique, susceptible de favoriser certaines formes d'insertion sociale ou professionnelle. Parallèlement, ce marché largement informel génère des revenus importants tout en s'appuyant sur des circuits d'approvisionnement transnationaux. Malgré les risques sanitaires connus, la pratique persiste, révélant une économie morale du corps où reconnaissance sociale et contraintes marchandes se négocient.

Mots-clés : dépigmentation, capital esthétique, normes sociales, santé publique, Bamako.

The Skin-Lightening Market in Bamako: Economic Stakes, Social Norms, and Public Health Dynamics

Abstract

In a context marked by the globalization of aesthetic norms and the growing commodification of the body, skin bleaching has expanded significantly in African urban spaces, particularly in Bamako. Far from being a purely individual practice, it is embedded in a complex system where social norms, economic dynamics, and health issues

intersect. This article analyzes the skin-bleaching market in Bamako through a combined perspective of economic sociology and the sociology of health. The study is based on qualitative research conducted with various actors involved in the market (consumers, vendors, beauticians, traders, health workers, and informal distributors), using semi-structured interviews and field observations in several neighborhoods of the capital. The findings show that skin bleaching functions both as a strategy of social valorization and as an investment in aesthetic capital that may facilitate certain forms of social or professional integration. At the same time, this largely informal market generates significant income while relying on transnational supply networks. Despite well-known health risks, the practice persists, revealing a moral economy of the body shaped by social recognition and market constraints.

Keywords: skin bleaching, aesthetic capital, social norms, public health, Bamako.

Introduction

La dépigmentation volontaire de la peau, souvent désignée sous le terme « tchatcho » au Mali, représente aujourd'hui l'un des enjeux sociaux, sanitaires et économiques majeurs au sein de la société malienne contemporaine. L'usage de ces pratiques, largement inspiré par la quête d'un idéal de beauté et le désir d'accéder à un statut social valorisant la peau claire, s'est progressivement implanté dans les habitudes sociales, en particulier chez les femmes et au sein de la jeunesse urbaine (B. H. Sylla, 2022 : 17). Cette pratique implique généralement l'utilisation de produits chimiques, notamment à base d'hydroquinone, d'acides alpha-hydroxylés ou de corticostéroïdes, destinés à modifier la pigmentation naturelle de la peau. Toutefois, leur usage expose les utilisateurs, à court comme à long terme, à des risques importants pour la santé et peut également engendrer des charges économiques non négligeables liées aux soins dermatologiques ou à la consommation répétée de produits cosmétiques (A. Konaré, 2022 : 3).

Au Mali, l'ampleur particulière de la dépigmentation cutanée suscite une attention croissante : selon diverses études épidémiologiques, environ 25 % des femmes à Bamako s'adonnent à cette pratique, un chiffre pouvant atteindre près de 50 % dans certains quartiers populaires ou en périphérie, selon les classes d'âge (B. H. Sylla, 2022 : 21 ; L. Lewis et al., 2011 : 3). La normalisation sociale de l'usage des crèmes et lotions dépigmentantes ne relève pas uniquement d'un désir individuel d'« être belle » ; elle traduit également l'influence des normes sociétales, la pression exercée par le groupe de pairs, ainsi que les modèles véhiculés par la publicité et les médias sociaux, qui contribuent à renforcer ce phénomène dans un contexte où le succès et la reconnaissance sociale sont souvent associés à la clarté de la peau. Ce phénomène, bien qu'observable à l'échelle de l'Afrique subsaharienne, prend au Mali une dimension particulière en raison de la rapidité de son expansion et de la précocité des premiers usages (dès

l'adolescence) ainsi que de l'absence d'un encadrement légal ou institutionnel efficace (R. Charles et al., 2005 : 344).

Cette banalisation de la dépigmentation cutanée a des conséquences préoccupantes pour la santé publique. Sur le plan médical, une utilisation prolongée ou intensive de ces produits peut entraîner des complications sérieuses, notamment l'acné, les mycoses, les vergetures, une pilosité excessive, des taches pigmentaires permanentes et surtout l'ochronose, une décoloration permanente de la peau. Par ailleurs, l'usage prolongé de corticostéroïdes contenus dans certaines crèmes dépigmentantes est associé à des affections systémiques telles que le diabète, l'hypertension artérielle et des problèmes rénaux (N. Dlova et al., 2015 : 345).

Les services dermatologiques de Bamako enregistrent chaque année une hausse constante des consultations liées à la dépigmentation et à ses séquelles dermatologiques ou infectieuses, ce qui alourdit le fardeau économique pour les familles ainsi que pour un système de santé déjà fragilisé par de multiples carences (N. Dlova et al., 2015 : 346 ; O. C. Adebajo et al., 2006 : 112). Environ un tiers des utilisatrices régulières présentent des complications graves nécessitant une prise en charge médicale à moyen terme, incluant des soins dermatologiques spécialisés et des interventions correctives, ce qui représente un coût important pour les ménages et la collectivité.

Les enjeux économiques liés à la dépigmentation cutanée constituent également une source d'inquiétude. Dans un contexte où le pouvoir d'achat est limité, où les produits certifiés sont rares et où la qualité n'est pas rigoureusement contrôlée, le secteur informel des produits dépigmentants connaît une prospérité considérable. Pour de nombreuses femmes, l'acquisition régulière de ces articles représente un investissement constant, parfois au détriment des autres besoins fondamentaux du ménage (A. Charles et al., 2005 : 345). L'industrie du « blanchiment » engendre ainsi des circuits de distribution, d'importation et de revente clandestins qui échappent en grande partie à la fiscalité, compromettant sur le long terme la capacité économique des foyers à faibles revenus (N. Dlova et al., 2015 : 346).

Or, malgré le discours officiel de lutte contre la dépigmentation, la perception populaire demeure celle d'un immobilisme. Si l'Etat malien a multiplié, au fil des ans, les campagnes de sensibilisation, l'élaboration de chartes réglementant l'importation de certains produits, ainsi que des ateliers de formation à destination du public et des professionnels de santé, le bilan reste mitigé : les changements d'attitude sont lents, la répression du trafic est inégalement appliquée, et les messages de prévention peinent à concurrencer la diffusion massive de stéréotypes sur la beauté.

Les obstacles sont multiples : manque d'alternatives économiques pour les commerçantes, pression sociale sur les jeunes filles, stigmatisation des victimes de complications, ou encore la faible implication des leaders d'opinion dans la lutte sous une forme adéquate. Il n'est donc pas étonnant de constater, dans les quartiers populaires comme dans les espaces périurbains, la persistance d'un véritable marché de la « peau claire » où l'accès aux produits illicites devient plus facile, même pour les adolescentes issues des milieux les plus précaires.

Un constat s'impose alors : si des efforts ont été initiés, leur impact réel sur la transformation des représentations collectives et des pratiques individuelles demeure limité. Dans de nombreux pays africains, malgré l'existence de réglementations visant à contrôler l'importation et la commercialisation des produits dépigmentants, l'application de ces lois reste souvent faible et les dispositifs de surveillance insuffisants (A. Adedoyin et al., 2022 : 136). Cette situation contribue à ce que les populations ne perçoivent pas toujours les avancées réalisées ; les messages de prévention peinent à rivaliser avec la promotion sociale de la peau claire, véhiculée par les médias, la publicité et certaines normes de beauté profondément ancrées (S. K. Tulashie et al., 2025 : 4). Ainsi, les initiatives communautaires, bien qu'essentielles, restent trop rares et souffrent parfois d'un manque de pilotage scientifique local, adapté aux réalités culturelles et économiques des collectivités concernées. Paradoxalement, alors même que le phénomène s'amplifie, il subsiste un manque flagrant d'études de terrain articulant analyse épidémiologique, approche sociologique et enquête anthropologique.

La documentation scientifique concernant la dépigmentation au Mali présente donc des lacunes notables (B. H. Sylla, 2022 : 23). De nombreuses études existantes reposent sur des enquêtes ponctuelles, souvent limitées à la capitale ou à des services hospitaliers spécifiques, et ne prennent pas en compte de manière approfondie les différentes dynamiques sociales et économiques à l'œuvre (E. Mahé et al., 2003 : 45). Il existe également un déficit d'études organisées explorant le lien entre la vulnérabilité socio-économique, l'accès aux marchés informels de cosmétiques, les trajectoires de soins et l'impact psychologique de la dépigmentation sur les utilisatrices (L. Lewis et al., 2011 : 5). L'absence de données fiables et actualisées entrave ainsi l'élaboration de politiques publiques efficaces, limite la conception de programmes de prévention adaptés et freine l'émergence de stratégies durables pour améliorer la situation.

La présente étude s'inscrit donc dans un contexte marqué par une double urgence, sanitaire et sociale, et propose une exploration méthodique, réfléchie et novatrice du « laboratoire malien » de la dépigmentation. L'objectif est de pallier le manque d'informations factuelles, de remettre

en question les idées préconçues, d'examiner les processus d'intégration/exclusion liés à la pratique et, pour finir, d'établir des avenues tangibles d'interventions destinées aux décideurs, aux professionnels et aux communautés visées.

L'approche retenue combine l'observation directe, l'analyse documentaire, des entretiens avec les acteurs concernés (utilisatrices, professionnels de santé, commerçants, responsables institutionnels), ainsi qu'une analyse critique des discours et représentations publics (A. Berthé, 2025 : 570 ; Y. Glèlè-Ahanhanzo et al., 2016 : 68). Cette démarche méthodologique mixte permet d'appréhender de manière détaillée les dynamiques sociales, économiques et culturelles qui sous-tendent la dépigmentation cutanée. L'objectif est de fournir une évaluation rigoureuse, ancrée dans le contexte malien, tout en formulant des recommandations pratiques susceptibles de favoriser un changement durable dans la lutte contre cette pratique.

Explorer un phénomène encore peu documenté, c'est non seulement mettre en lumière une réalité sociale et sanitaire souvent méconnue, mais aussi proposer des pistes pour une refondation des politiques de santé publique, fondées sur la prévention, la sensibilisation et la participation communautaire (M. Zouboulis, 2009 : 1285 ; G. Dlova et al., 2016 : 4). Ainsi, cette recherche vise à contribuer à une prise de conscience collective et scientifique, en invitant à repenser la relation entre normes esthétiques, santé et dignité des femmes, et en offrant une perspective pouvant inspirer d'autres sociétés confrontées au même défi en Afrique et au-delà.

1. Méthodologie

La méthodologie adoptée pour cette étude est conçue pour allier rigueur scientifique et immersion socioculturelle, afin de révéler dans toute sa complexité le phénomène de la dépigmentation au Mali. L'approche est fondée sur une triangulation méthodologique combinant données quantitatives et qualitatives, garantissant ainsi une compréhension fine et multidimensionnelle. Sur le plan quantitatif, une enquête épidémiologique a été menée auprès d'un échantillon représentatif de femmes issues des principaux quartiers urbains et périurbains de Bamako, utilisant un questionnaire structuré administré en face-à-face. Ce dispositif a permis de recueillir des données précises sur la prévalence, les usages, les motivations, ainsi que les complications sanitaires déclarées, tout en assurant la fiabilité statistique nécessaire à la généralisation des résultats. L'analyse de ces données a été assurée à l'aide du logiciel SPSS, permettant une interprétation statistique fine des tendances observées.

Parallèlement, une enquête qualitative approfondie a été mise en œuvre afin d'appréhender les mécanismes sociaux sous-jacents et les perceptions individuelles. Elle s'est appuyée sur des entretiens semi-directifs avec une diversité d'acteurs : utilisatrices régulières, jeunes

adolescentes, commerçantes de produits dépigmentants, professionnels de santé et représentants institutionnels. Ces entretiens ont été conçus pour favoriser un dialogue ouvert permettant d'explorer les croyances, les conflits identitaires, ainsi que les enjeux économiques liés au phénomène. Une observation participante enrichit cette phase, permettant d'inscrire les discours dans leur contexte socio-économique réel, à travers la fréquentation des lieux de vente et des espaces publics.

Enfin, une analyse documentaire rigoureuse des politiques publiques, des campagnes de prévention, ainsi que des discours médiatiques a été réalisée, offrant un cadre critique pour évaluer la portée et la cohérence des interventions officielles. L'ensemble des données a été traité à l'aide de logiciels statistiques et d'analyse qualitative, garantissant une précision analytique tout en respectant l'éthique de la recherche, notamment la confidentialité des témoins et le respect des sensibilités culturelles. Cette démarche, alliant rigueur, humanité et pragmatisme, installe ce travail comme une référence novatrice et incontournable dans l'étude d'un phénomène encore trop souvent marginalisé.

2. Normes esthétiques et poids du regard social : la dépigmentation comme stratégie de distinction

Dans l'environnement urbain de Bamako, la dépigmentation volontaire de la peau se présente comme une pratique sociale hautement significative ; elle est ancrée dans une quête de reconnaissance esthétique, identitaire et sociale. Elle ne se limite pas à un acte individuel, mais s'enracine dans des standards collectifs et des impératifs symboliques fortement intégrés, où la clarté de la peau est appréciée comme un signe de beauté, de distinction et parfois même d'honorabilité. L'analyse quantitative révèle que 51 % des femmes enquêtées affirment se dépigmenter pour paraître « plus belles », et 35 % estiment que cela les rend « plus séduisantes pour les hommes », tandis que 5 % associent cette démarche à une valorisation de leur dot ou à une perception plus élevée de leur fertilité. Ces motivations s'inscrivent dans des dynamiques sociales observées dans de nombreuses études sur la dépigmentation volontaire en Afrique subsaharienne, où la peau claire est perçue comme un atout esthétique et social valorisé par les normes culturelles de beauté (J. I. Adetoogun et al., 2023 : 218-219 ; N. C. Dlova et al., 2015 : 2-9).

L'approche qualitative aide à comprendre ces dynamiques de manière plus approfondie, en mettant en lumière l'influence forte du mimétisme social et le poids du jugement des autres. Les femmes enquêtées mettent souvent en évidence la pression du groupe de pairs, notamment les amies, mentionnées par 75,5 % d'entre elles, comme un élément crucial de leur pratique, ancrée dans une dynamique de conformité esthétique.

En outre, l'impact significatif des médias, des industries de la mode et des personnalités féminines médiatisées contribue à la propagation d'une vision mondialisée de la beauté dominée par des standards eurocentrés. Cette réalité s'inscrit dans une longue histoire où l'appréciation de la peau claire est liée à des structures de pouvoir héritées de la colonisation et associées à la modernité, au succès et à l'élévation sociale : dans *Peau noire, masques blancs* (1952), Frantz Fanon montre comment le système colonial a encouragé l'intériorisation d'un idéal de beauté structuré par la hiérarchie raciale qui valorise la peau claire comme signe de supériorité culturelle et sociale (F. Fanon, 1952 : 23-27). Ainsi, dans une société marquée par des disparités de genre et une insécurité sociale persistante, la dépigmentation se transforme en une tactique de distinction et de visibilité sociale. Elle permet aux femmes de se faire remarquer dans l'espace public, d'accroître leur pouvoir d'attraction, mais également de pallier certaines formes de marginalisation sociale ou économique. Cette logique démontre que l'esthétique corporelle, loin d'être triviale, renvoie à des relations sociales profondes où la peau se transforme en un vecteur visible de hiérarchies cachées.

3. Vendre la peau claire : cartographie d'un marché informel à travers données et témoignages

On ne peut pas analyser le phénomène de la dépigmentation cutanée à Bamako sans tenir compte de l'économie qui la favorise. Ce phénomène profondément enraciné s'appuie sur une économie souterraine, non officielle et majoritairement féminine, où de nombreux produits éclaircissants circulent. Leur commercialisation représente une source de revenus essentielle pour un grand nombre de femmes.

Les informations collectées grâce à l'étude quantitative effectuée dans le cadre de cette étude montrent que près de 33,5 % des individus interrogés sont vendeuses de produits dépigmentants, comparativement à 47,1 % qui sont des ménagères. Ces dernières acquièrent et utilisent ces produits par le biais des réseaux sociaux, des marchés ou d'autres circuits informels de proximité. Ainsi, le commerce de la peau claire s'impose comme un segment informel crucial dans l'économie urbaine de Bamako. Cette dynamique est particulièrement marquée dans des quartiers comme Kalaban-Coura, Lafiabougou ou Sébénikoro, identifiés comme zones denses en points de vente informels de produits cosmétiques non homologués.

L'enquête qualitative indique que la majorité des produits de dépigmentation (crèmes, savons, sérums, gels et injections) proviennent de chaînes d'approvisionnement internationales obscures, en passant par des circuits d'importation depuis le Nigeria, la Chine, l'Inde ou même la France, généralement via des intermédiaires agissant en toute illégalité. Les commerçantes

interrogées témoignent d'un marché très lucratif : « Ce sont les produits qui partent le plus vite. Les femmes n'achètent pas les pommades normales, elles veulent celles qui éclaircissent vite, même si c'est dangereux », confie une vendeuse de Médina-Coura. Ce secteur repose sur une stratégie de marketing véhémente, fréquemment basée sur le bouche-à-oreille, les pages Facebook ou les groupes WhatsApp, où l'on retrouve des produits dénommés « lotion 7 jours », « lait magique » ou « teint caramel ».

Ce commerce développe dans un contexte de vide législatif, de manque de surveillance sanitaire et d'inefficacité des politiques publiques de contrôle. Selon 62 % des individus interrogés, elles n'ont jamais reçu d'information de la part des autorités sanitaires concernant les dangers associés à l'utilisation de produits dépigmentants. De plus, 89 % admettent se procurer ces produits dans des réseaux non officiels, où les étiquettes sont fréquemment truquées ou absentes.

Cette désimplication institutionnelle aide à consolider la légitimité économique du secteur informel, qui répond à une demande en hausse et bien orientée. L'utilisation s'avère donc non seulement être une réponse à une norme esthétique prévalente, mais également un engagement actif dans une économie locale de l'apparence, où la peau est échangée, modifiée et commercialisée comme un produit en soi.

4. Défis de régulation sanitaire et vulnérabilités structurelles : l'État face à un phénomène persistant

Bien que la dépigmentation soit de plus en plus reconnue comme un problème de santé publique au Mali, la réaction des institutions est largement insuffisante par rapport à l'importance du phénomène. Bien que les produits tels que l'hydroquinone, les dermocorticoïdes, le mercure ou encore les acides caustiques soient depuis longtemps reconnus comme nocifs et prohibés dans de nombreux pays, ils continuent d'être largement disponibles sur les marchés de Bamako. Cette situation traduit un double déficit : un manque de régulation effective et une incapacité structurelle de l'État à contrôler les pratiques à risque dans l'économie informelle.

Cependant, les textes existent bel et bien. L'Hôpital de Dermatologie de Bamako a été établi comme centre spécialisé dans le traitement des maladies de la peau, avec un objectif clair de prévention et de recherche. Par ailleurs, la Loi n° 09-015 du 26 juin 2009 sur l'assurance maladie obligatoire (AMO) et le RAMED vise à faciliter l'accès aux soins, en particulier pour les populations vulnérables (A. Traoré, 2015 : 12-13). Néanmoins, ces mesures ont peu d'impact direct sur la dépigmentation volontaire, qui n'est pas une priorité dans les politiques de santé, le Plan Décennal de Développement Sanitaire et Social (PDDSS) ou les initiatives nationales de prévention. Selon l'enquête, 62 % des femmes interrogées n'ont jamais été informées par un

acteur institutionnel des risques liés à la dépigmentation, et seulement 8 % considèrent que l'État joue un rôle dans la régulation du marché des cosmétiques. Les entretiens avec des spécialistes de la santé révèlent un mécontentement croissant face au manque de coordination entre dermatologie, douanes, autorités sanitaires et institutions judiciaires. Les rares campagnes de sensibilisation sont considérées comme « faibles, mal orientées et peu durables ». Les efforts pour réprimer se trouvent entravés par la perméabilité des frontières, la corruption, mais également par le manque d'une approche coordonnée impliquant les intervenants sur le terrain, notamment les responsables communautaires, les commerçants et les organisations féminines.

La tolérance sociale envers ce phénomène est ainsi accentuée. Sans une politique unifiée, les pratiques subsistent, enracinées dans des standards esthétiques prépondérants et dans un système économique déviant qui échappe à toute régulation. Ce vide politique nourrit une instabilité sanitaire structurelle, dans laquelle les femmes, notamment celles provenant de milieux défavorisés, se retrouvent seules face à des produits nocifs. Ainsi, le corps devient le témoin d'un délaissement discret de l'autorité publique, exposant les disparités structurelles en matière d'accès aux soins de santé, à l'information et à la protection.

5. Corps, identité et capital esthétique : une économie morale de la dépigmentation

L'étude de la dépigmentation volontaire à Bamako ne saurait être complète sans examiner les dynamiques sous-jacentes liées à l'expression identitaire, à la construction personnelle et aux interactions sociales via le corps. Ce phénomène ne se limite pas à un choix esthétique ou à une imitation culturelle ; il fait partie de ce que Didier Fassin (2004) définit comme une économie morale, où les pratiques corporelles manifestent des compromis complexes entre contraintes sociales, aspirations individuelles, évaluations morales et considérations économiques. La peau, en ce sens, devient le support d'un discours social silencieux mais lisible, révélant les tensions entre visibilité sociale, estime de soi et désir d'ascension.

L'analyse des données qualitatives issues des entretiens avec les utilisatrices fait apparaître des motivations nuancées, souvent ambivalentes. Certaines femmes considèrent la dépigmentation comme un investissement sur leur apparence, susceptible de générer des bénéfices symboliques ou matériels. Le corps, ici, est pensé comme un capital esthétique (Anderson et al., 2010), une ressource stratégique permettant d'améliorer ses chances d'insertion sociale, sentimentale, voire professionnelle. Une enquêtée témoigne : « Depuis que j'ai éclairci ma peau, je me sens plus respectée, je me maquille mieux, je m'habille mieux, les gens me regardent autrement ». Cette perception subjective d'un gain en valeur sociale est récurrente dans les discours, notamment

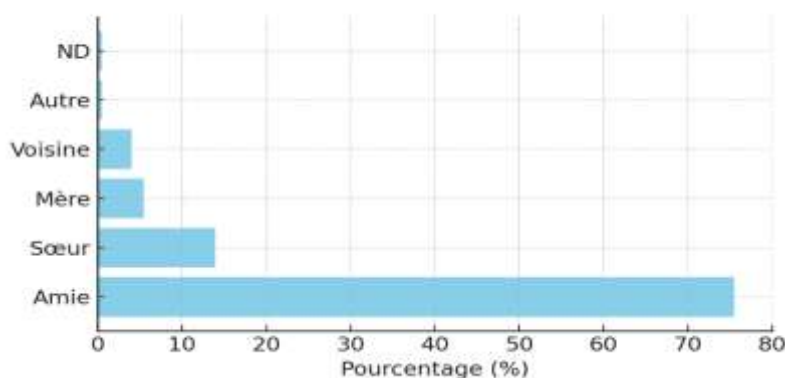
chez les jeunes femmes issues des quartiers populaires, peu ou pas diplômées, souvent précarisées.

Les femmes interrogées évoquent souvent la pression du groupe de pairs, notamment des amies (à 75,5 %, selon les données), comme moteur de la pratique, dans une logique de conformisme esthétique. Ce constat est confirmé par les données quantitatives de l'enquête. Le graphique ci-dessous montre que les amies constituent la principale source d'encouragement à la dépigmentation, bien plus que la famille proche ou le voisinage. Cette influence des pairs joue un rôle central dans l'intériorisation de normes esthétiques valorisant la peau claire.

Le graphique ci-dessous illustre les principales sources d'encouragement à l'utilisation de produits dépigmentants parmi les femmes interrogées à Bamako. Les amies apparaissent comme les actrices les plus influentes dans cette dynamique, loin devant les autres figures de l'entourage. Ce chiffre

met en lumière le poids déterminant de la socialisation entre pairs dans les logiques d'adoption de la dépigmentation.

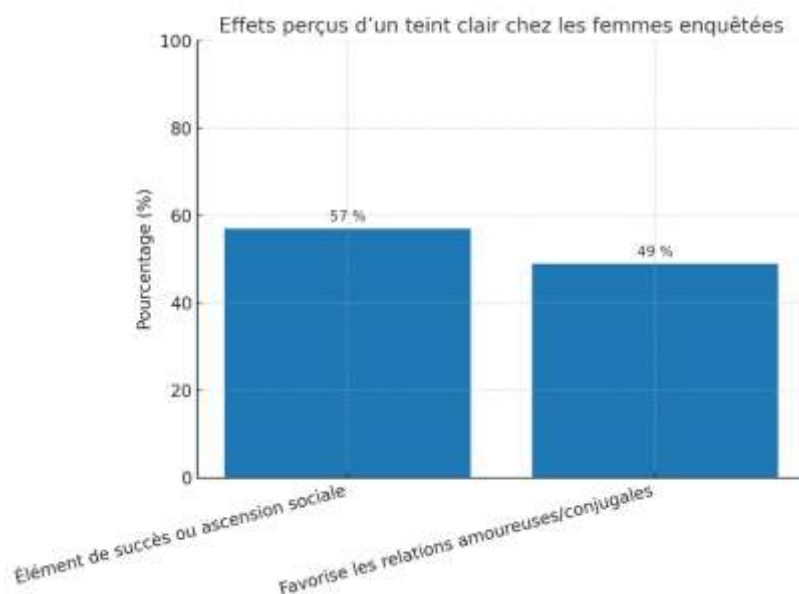
Graphique 1 : Principale sources d'encouragement à la dépigmentation



Source : Enquête de terrain réalisée par l'auteur auprès des femmes enquêtées, 2024

Selon les résultats de l'étude quantitative, 57 % des femmes enquêtées associent une peau plus claire à une forme de succès ou d'élévation sociale, alors que 49 % pensent qu'un teint plus clair favorise les relations amoureuses ou conjugales. Ce lien entre la couleur de peau et l'accès aux ressources émotionnelles et sociales fait référence à des dynamiques de genre prévalentes, où le corps féminin est à la fois sujet d'observation et moyen d'élévation sociale.

Graphique 2 : Perceptions des effets sociaux du teint clair chez les femmes enquêtées



Source : Données de l'enquête de terrain, auteur, 2024.

Dans un contexte où le mariage reste un vecteur essentiel de légitimation sociale, la peau claire devient une monnaie symbolique, renforcée par les discours masculins qui valorisent cette esthétique. Il ne s'agit pas seulement de « plaire », mais de s'assurer une reconnaissance, un statut, une sécurité affective dans des sociétés où les femmes sont souvent exposées à la précarité.

Toutefois, cette économie morale ne se limite pas à une simple logique marchande. Elle est marquée par des conflits normatifs, des contradictions internes et même des formes de honte intériorisée. Beaucoup de femmes enquêtées admettent les risques liés à la dépigmentation (effets indésirables visibles, douleurs, troubles cutanés), tout en continuant leur pratique. Ceci met en évidence un compromis moral : la douleur physique est tolérée comme le coût associé à une amélioration supposée de la situation sociale. Une sorte de sacrifice esthétique, où le risque pour la santé est minimisé au nom du bien-être psychologique ou de la valorisation sociale. Cette tension se manifeste également dans les domaines du jugement. La dépigmentation est à la fois appréciée et stigmatisée, jugée « moderne » par certains, tandis que d'autres la perçoivent comme

« dévalorisante » ou « honteuse ». Elle est contestée dans les discours institutionnels ou médicaux, mais appuyée dans les pratiques sociales courantes.

Cette disjonction entre la norme publique et la norme vécue produit des trajectoires discontinues, faites d'arrêts, de reprises, de culpabilité et de justification. Le phénomène engage

donc un travail permanent sur soi : cacher, expliquer, assumer, justifier. Il mobilise les dimensions morales de l'identité dans une société traversée par des inégalités de genre, de classe, d'éducation et d'accès à l'information.

Enfin, cette économie morale du corps s'inscrit dans une globalisation des standards esthétiques, où les modèles véhiculés par les médias, les réseaux sociaux, les célébrités et les industries cosmétiques imposent une esthétique universalisée de la peau claire. Ces influences transnationales façonnent les désirs locaux, tout en brouillant les repères identitaires. A Bamako, les femmes ne cherchent pas uniquement à se dépigmenter pour « ressembler aux blanches », comme le prétend un stéréotype réducteur. Elles le font aussi pour affirmer leur présence dans un milieu social où leur visibilité physique est devenue une condition essentielle de leur existence et de leur reconnaissance. Le corps dépigmenté devient alors le vecteur d'un projet personnel, d'une déclaration d'identité dans un monde structuré de manière inégale par la force des apparences.

Ainsi, la dépigmentation est bien plus qu'un acte cosmétique. Elle est un fait social total, une manière de dire, sans mots, ce que l'on est, ce que l'on aspire à être, et ce que l'on espère devenir. Loin d'être pathologique, elle apparaît comme une stratégie de survie esthétique dans une économie symbolique dominée par la peau claire, où se croisent désir, contrainte et quête de dignité.

Conclusion

La dépigmentation cutanée volontaire à Bamako, loin d'être une pratique marginale ou purement esthétique, constitue un révélateur puissant des dynamiques sociales, économiques et sanitaires à l'œuvre dans les sociétés urbaines contemporaines d'Afrique de l'Ouest. Elle est le produit d'un faisceau d'influences convergentes : normes esthétiques globalisées, contraintes économiques locales, injonctions sociales genrées et déficit structurel de régulation publique. En croisant les regards de la sociologie de la santé et de la sociologie économique, cet article a montré que la dépigmentation est à la fois une stratégie individuelle de distinction et un symptôme collectif d'inégalités profondes.

L'approche mixte mobilisée permet de comprendre la complexité du phénomène dans ses dimensions à la fois objectives et subjectives. Derrière les chiffres se dessinent des trajectoires de femmes confrontées à une tension permanente entre désir de reconnaissance, vulnérabilité économique, précarité sanitaire et quête d'identité. Le corps devient ici un espace de négociation sociale, où s'impriment les contradictions d'une société tiraillée entre traditions locales et standards mondialisés.

Le marché informel des produits dépigmentants, toléré sinon encouragé par le vide réglementaire, illustre la défaillance de l'action publique face à un enjeu sanitaire croissant. Plus qu'un échec de contrôle, il s'agit d'un abandon symbolique, où l'Etat se montre incapable d'intervenir efficacement dans les espaces où se croisent marchandisation du corps, inégalités de genre et logiques consuméristes. Les politiques de prévention restent embryonnaires, souvent déconnectées des réalités vécues, et peinent à inverser les tendances de fond.

Dès lors, toute stratégie efficace de lutte contre la dépigmentation ne saurait se réduire à des campagnes moralisatrices ou à des interdictions réglementaires déconnectées du terrain. Elle doit intégrer les logiques sociales de reconnaissance, les enjeux économiques de survie, et proposer des alternatives crédibles, valorisantes, accessibles. Cela suppose de redéfinir les priorités de la santé publique, de mobiliser les acteurs communautaires, de renforcer la formation des professionnels de santé, mais aussi de déconstruire les imaginaires dominants sur la beauté et le succès social.

En définitive, la dépigmentation ne doit pas être abordée comme une pathologie individuelle, mais comme un fait social total, révélateur des tensions contemporaines autour du corps, du genre, de la consommation et de l'injustice structurelle. La combattre exige non seulement des réponses politiques fortes, mais aussi un changement de regard collectif sur ce que signifie « être belle », « réussir » et « exister » dans la société malienne d'aujourd'hui.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ADEBAJO O. C., 2006, « Dermatological complications related to skin lightening: clinical observations in Lagos », *West African Journal of Medicine*, Vol.25, N°2, p.110-115.

ADED OYIN A., 2022, « Regulation and enforcement of cosmetic products in Africa: challenges and perspectives », *African Journal of Public Health*, Vol.12, N°2, p.135-140.

ADETOOGUN J. I., ADERINTO N., ASHIMI A. A., AKANO D. F., OGUNDIPE T. O., FIKAYOMI P. B., 2023, « Practice and motivations for skin bleaching among Africans », *International Journal of Surgery*, Vol.109, N°2, p.218-219.

BERTHÉ A., 2025, « Do users of skin-lightening products recognize their consequences? A socio-anthropological study on awareness of skin depigmentation consequences among female users in Burkina Faso », *Health Care for Women International*, Vol.46, N°5, p.565-584.

CHARLES R., 2005, « Skin bleaching and social identity in West Africa », *International Journal of Dermatology*, Vol.44, N°5, p.341-348.

DLOVA N. C., HAMED S. H., TSOKA-GWEGWENI J., GROBLER A., 2015, « Skin lightening practices: an epidemiological study of South African women of African and Indian ancestries », *British Journal of Dermatology*, Suppl.2, p.2-9.

FANON Frantz, 1952, *Peau noire, masques blancs*, Paris, Éditions du Seuil, 239 p.

GLÈLÈ-AHANHANZO Y., KPOZEHOUEN A., MARONKO B., AZANDJÈMÈ C., 2016, « “Avoir la peau claire ... et pourquoi pas?”: dépigmentation volontaire chez les femmes dans une région du sud-ouest du Bénin », *Pan African Medical Journal*, Vol.33, p.68-79.

LEWIS L., AMARASINGHE S., PARRY E., 2011, « Skin bleaching and socio-cultural dynamics in African urban contexts », *International Journal of Dermatology*, Vol.50, N°1, p.3-6.

MAHÉ E., SECK M. L., 2003, « La dépigmentation de la peau en Afrique de l’Ouest : pratiques et conséquences », *Santé*, Vol.13, N°1, p.43-51.

SYLLA B. H., 2022, « Représentations sociales de la peau claire et pratiques de dépigmentation chez les jeunes femmes à Bamako », *Recherches Africaines*, N°32, p.15-32.

TRAORÉ A., 2015, *L’assurance maladie au Mali : accès, régulation et défis pour les populations vulnérables*, Bamako, Presses Universitaires du Mali, 145 p.

ZOUBOULIS M. C., 2009, « Acne and related disorders », *Journal of the European Academy of Dermatology and Venereology*, Vol.23, Suppl.2, p.1285-1291.

Loi n°09-015 du 26 juin 2009, portant institution du régime d’Assurance Maladie Obligatoire (AMO), République du Mali, Journal Officiel.